



Par DANIEL SCHNEIDERMANN

... S'installer, se réinstaller, s'organiser, débattre, manifester...

Arrivés le 15 février, les premiers occupants ont été violemment délogés le 17. Mais le pouvoir a alors étalé ses dissensions, entre les tenants de la ligne dure (l'oncle du roi, Premier ministre depuis 1971), les tenants du dialogue (le prince héritier, soutenu par les Américains) et le roi Hamad hésitant entre répression et excuses publiques aux victimes de la police. L'armée rappelée dans ses casernes, les occupants réinvestissent la Perle le 18. Autour du monument, on étale des tapis, on monte de grandes tentes : espace médias, dispensaire, cantines, dortoirs, salles de prière, et même un coiffeur-barbier. Tout autour, des centaines de petites tentes individuelles. Derrière l'efficacité de l'organisation, on retrouve la grande habitude des communautés chiites à organiser des événements collectifs.

Le quotidien est rythmé par des prières, par des hommages aux « martyrs » représentés par des cercueils symboliques ; par des débats politiques et syndicaux ; par les discours de militants, de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes ; par l'organisation de manifestations, où l'on brandit la semelle de chaussures en signe de mépris pour le régime. Sur un coin de pelouse, un amas de cartouches lacrymogènes tirées par la police ; sur le périphérique, des slogans écrits avec des briques des chantiers environnants. L'ambiance est très politique, mais plutôt bon enfant, avec des familles venant en promenade, dans une atmosphère de kermesse populaire. L'occupation a été très masculine, mais les femmes ont aussi été présentes, selon le principe régional de la mixité séparée des manifestations et des meetings : les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Un quart de la Perle, délimité par des cordons, a donc été réservé aux femmes et aux enfants. Le lieu a été une formidable agora politique et démocratique. Deux stratégies s'y sont exprimées. La coalition des réformistes a défendu la revendication d'une monarchie constitutionnelle démocratique. Les radicaux de la Coalition du 14-Février entendaient privilégier les actions de rue musclées, exigeant la destitution du roi (figurée par un fauteuil doré en équilibre précaire, prêt à s'effondrer), le jugement du Premier ministre et l'instauration d'une « république de Bahreïn ».

Annihiler la place de la Perle, pour la retrouver partout

Les troupes saoudiennes entrent à Bahreïn dans la nuit du 14 au 15 mars. Le 15, le roi proclame l'état d'urgence, qu'il justifie par la dégradation (réelle) de la situation sécuritaire. La Perle est « nettoyée » au petit matin du 16, dans des nuages de gaz lacrymogènes et les tirs de chevrotines. Mais l'épisode le plus spectaculaire, qui a sidéré localement, a été la destruction du monument central, abattu le 18 parce qu'il avait été « souillé et désacralisé par les manifestants » et « pour faciliter la circulation ». Totalement remodelée, la place est renommée « carrefour Al-Farouq », du nom d'un calife du VII^e siècle, grand pourfendeur de chiites. Dans la même logique de punition collective, on démolit une cinquantaine de mosquées et de salles de prière chiites ; et l'Agence monétaire retire de la circulation la pièce de 500 fils, qui portait l'image du monument. Mais, du coup, celui-ci s'est métastasié : érection de mini-Perles dans les villages chiites et représentation partout dans l'archipel, taggé le long des routes et sur les façades, reproduit sur des drapeaux, des bannières, des tee-shirts. La silhouette du monument est devenue l'icône de la contestation. La place de la Perle n'avait aucune « valeur historique » avant le 14 février : elle en a acquis une depuis qu'elle n'existe plus et qu'elle est devenue un lieu de mémoire déterritorialisé.

Site : www.questionsdorient.fr

Quand Obama «followe» un citoyen de Ferguson

Il faut l'imaginer. Il faut imaginer Wesley Lowery, journaliste au *Washington Post*, dans un Mc Donald's de Ferguson (Missouri). Alors que l'émeute bat son plein dans le quartier après le meurtre par la police d'un jeune Noir, il s'y est réfugié pour recharger la batterie de son smartphone, profiter de la connexion wi-fi, et répondre aux twittos qui l'interpellent sur ses derniers tweets. Survient la police, qui intime à tout le monde l'ordre de décamper. La suite, c'est son reportage dans le *Washington Post* qui la raconte. « J'ai pris mon smartphone et j'ai commencé à enregistrer une vidéo. Un officier avec une grosse arme est venu vers moi, me disant : "Arrêtez d'enregistrer." J'ai dit : "Commandant, je n'ai pas le droit de vous enregistrer ?" Il a reculé, mais m'a dit de me dépêcher. J'ai commencé à rassembler mon carnet et mes stylos d'une main, tout en continuant de l'enregistrer de l'autre. »

Il faut l'imaginer, ce journaliste scrupuleux connaisseur de ses droits et devoirs, parfaitement maître de lui, qui dans le même mouvement obtempère à la police et lui pose une colle, la filme le forçant à obtempérer et collée par sa question. Répétant qu'il coopère, il agence déjà dans sa tête les éléments de son reportage multimédia. La vidéo qu'il mettra en ligne, le récit de son arrestation pour l'édition papier, et, pourvu que son smartphone soit assez rechargé, les tweets qui feront vivre en live son arrestation, sa détention peut-être, sa libération sans doute. Chapeau ! Avec quelques milliers de Lowery, on se ferait moins de soucis pour le journalisme.

Et le voilà embarqué au poste, parce qu'il n'obtempérait pas assez vite. Au policier qui l'accueille : « Demain, cette histoire sera à la une du *Washington Post*. » « Oui mais cette nuit, vous dormirez au poste. » Deux pouvoirs face à face. Mais à peine a-t-il cessé de tweeter depuis dix minutes, que le réseau s'inquiète. D'autant que Antonio French a été embarqué lui aussi. French est conseiller municipal de Ferguson. Depuis le début

des manifestations de protestation, que les policiers déguisés en Robocop (l'image a fait un malheur sur Twitter) ont réussi à faire dégénérer en émeutes, c'est lui qui fait vivre le mouvement, en postant message à ses 75 000 abon-

nés (dont un certain Barack Obama). En quelques minutes, c'est confirmé : French est au poste. Aussitôt s'organise devant le commissariat une manif spontanée, dont les images sont aussitôt retransmises sur Twitter.

French et Lowery, le journaliste et l'internaute citoyen : la police, en s'acharnant sur eux, a réussi l'exploit d'en faire les héros des réseaux sociaux, le sujet unique, l'objet du suspense, la clé de voûte qui, pendant ces heures-là, maintient en vie le mouvement virtuel, suivi sur tous les continents, autour d'un objet : que vont-ils devenir ? Vont-ils être relâchés ? Les émeutes de Ferguson sont peut-être les premières au cours desquelles les réseaux

sociaux, davantage que spectateurs, ou même davantage qu'à égalité avec les émeutiers, sont devenus le sujet central. Ils ont infiltré les fibres du mouvement comme la lessive infiltre le linge, ils sont devenus les héros d'un mouvement virtuel qui a conquis son autonomie par rapport aux émeutes réelles.

Au plus fort de la dramatique nuit du 13 août, Twitter parlait davantage de lui-même et de ses acteurs que des suites de la mort du jeune Michael Brown, comme estompée, passée au second plan. Ce n'est pas son statut de journaliste au *Washington Post* qui transforme Lowery en icône éphémère du mouvement – ce statut de journaliste, c'est le bonus, la ceinture sur le pudding –, mais son activité d'internaute. Comme French. Ni plus ni moins. Et son long (et excellent) article du *Post*, quand il arrive, après la bataille, n'est que la ratification développée d'une histoire haletante que l'on a vécue en direct.

Twittos de base, sur un autre continent, à des milliers de kilomètres, on était sommé d'admirer l'exploit technique, le déploiement du dispositif multimédia, un dispositif souple, élastique, spontanément multicentré, découvrant ses synergies en direct, n'ayant plus rien de commun avec les live de CNN du siècle dernier, et leurs images infrarouges désespérément statiques. Et ce qu'il faut de brouillage de pistes : Obama «followeur» de French, c'est évidemment un acte politique, mais c'est aussi un passing-shot presque aussi beau que le ministre de l'Intérieur français Cazeneuve confessant à Mediapart que s'il n'eût été ministre, il aurait lui-même manifesté dans les cortèges de soutien aux Palestiniens qu'il a interdits. C'est une redistribution des rôles, un camouflage rusé des dominations symboliques, une partie jouée en mondiovision avec de nouvelles cartes encore inconnues et devant laquelle, dans le doute, on choisira d'être optimistes.

MÉDIATIQUES

L'ŒIL DE WILLEM

